

DROIT SOCIAL

L'EXCLUSION SOCIALE

Jean-Marie ALBERTINI
Elie ALFANDARI
Jacques ATTALI
Jean-Michel BELORGEY
Jean CARETTE
C.E.R.F.I.
Yves CHAIGNEAU
Marco DARMON
Isabelle DECAUDAVEINE
Jacques DELORS
Bernard GINISTY
René LENOIR
Michel LEVY
Michel MARIE
Guy MARUANI

Pierre-Alain MERCIER
Roger MISES
Gilbert MURY
Janine NOEL
Francis PAVARD
Victor SCARDIGLI
Michel SOULE
Gaston SOURDET
Christian STOFFAES
Lionel STOLERU
Pierre STRAUS
Jean-Pierre THEVENOT
Stanislaw TOMKIEWICZ
Joseph WRESINSKI

NUMERO SPECIAL

préparé sous la direction de
Jean-Michel BELORGEY

et

Jean Jacques DUPEYROUX

N° 11 — Novembre 1974

Le rôle des associations non gouvernementales

Joseph WRESINSKI

Pour la première fois sans doute — du moins avec cette netteté — un ministre français reconnaît le rôle que peuvent jouer les organisations non gouvernementales dans le domaine social. Pour la première fois surtout, il entreprend de définir officiellement leurs relations avec l'Etat sans les confiner — comme les services publics en ont coutume — à des œuvres de charité ou des tâches d'appoint, en marge des interventions de l'administration, de seconde zone par rapport à elles.

René Lenoir, secrétaire d'Etat auprès du ministère de la Santé, ancien directeur de l'Action Sociale, auteur d'un récent ouvrage intitulé « Les Exclus » (édition du Seuil), vient en effet de déclarer au « Monde » (20 septembre 1974) : « la participation active des citoyens peut donner une dynamique considérable à l'action sociale... Si l'Etat fait tout, le tissu social s'appauvrit, le citoyen ne participe plus à la vie de la cité, sinon le jour des élections. Si l'Etat, au contraire, se contente de donner de grandes orientations, l'action des services publics peut être relayée, démultipliée, enrichie par l'action des citoyens groupés en associations ». Quelques jours auparavant, inaugurant en Aquitaine l'Institut régional des Travailleurs Sociaux, René Lenoir a annoncé la mise au point prochaine de conventions et de règles de gestion pour les associations du secteur privé chaque fois qu'elles accomplissent une mission de service public en matière sociale.

Il y a là une reconnaissance dans le présent et une promesse pour l'avenir, toutes deux bienvenues, mais aussi un risque : celui d'en encadrement trop étroit des associations par l'Etat. D'autant plus que René Lenoir semble concevoir encore de façon restrictive

le champ d'action des organisations non gouvernementales. Evoquant dans son interview au « Monde », les objectifs qu'elles peuvent poursuivre, il cite essentiellement — à titre d'exemple, il est vrai — l'accueil et l'orientation, la garde des jeunes enfants, l'animation du troisième et du quatrième âges. Si de telles tâches sont importantes, elles n'épuisent pas les buts que peuvent se fixer des citoyens regroupés librement : face au scandale que représente le sort fait aux exclus, il est normal que certains d'entre eux estiment nécessaire de poursuivre une transformation fondamentale des conditions qui créent l'exclusion, et donc de la société toute entière.

C'est ce que je voudrais montrer à la lumière de l'expérience de notre mouvement « A.T.D. Science et Service » (1). Né en 1957 de la rencontre entre le peuple des sous-prolétaires (handicapés sur le plan économique, culturel, social et physiologique que nous dénommons le « quart monde ») et d'un groupe de citoyens refusant sincèrement que persiste ce lieu géométrique de toutes les exclusions, il compte actuellement 140 militants permanents et environ 3.000 adhérents, dans sept pays d'Europe et d'Amérique. Son fondement est l'engagement personnel de ses membres dans la lutte, le mouvement lui-même offrant les possibilités de le concrétiser et de l'approfondir ensemble, de l'étendre à d'autres, en s'appuyant sur toutes formes d'aide, de conseils, de critiques que peuvent apporter les collaborateurs les plus divers. Acte individuel et action collective sont donc indissociablement liés.

(1) Aide à toute Détresse - Science et Service.

Pourquoi procéder ainsi ? Et notamment quels sont les caractères spécifiques et l'utilité d'une telle entreprise, menée dans le cadre d'une organisation non gouvernementale, par rapport à l'activité des services sociaux de l'Etat ? Entreprise modeste de simples citoyens, n'est-elle pas menacée intérieurement d'affaiblissement et comment échapper à ce danger ? Quels doivent être ses rapports avec les pouvoirs publics ? Enfin quelles sont les voies à emprunter pour promouvoir son but profond : une révolution humaine, sociale et politique dont les plus favorisés sont l'axe de référence ?

POURQUOI UNE ORGANISATION NON-GOUVERNEMENTALE ?

Vis-à-vis de l'Etat et de la collectivité, un mouvement tel que le nôtre est constamment menacé de servir d'alibi en permettant d'apaiser à moindres frais certaines injustices sociales. Faisant appel à des bénévoles ou à des volontaires à plein temps payés au SMIC grâce aux contributions des adhérents et à quelques subventions, il fonctionne de façon « économique ». Soulageant des cas extrêmes, il peut tenir lieu de « bonne conscience » à une société qui se dissimule la permanence de la misère profonde et du rejet social. Au total, il court donc le risque d'être utilisé dans cette conspiration tacite visant à éviter que soit posé le problème des causes et des mécanismes d'exclusion, pour s'en tenir à celui des effets que des organisations non gouvernementales de son espèce solutionnent en partie. Quelle association si indépendante soit-elle, saurait prétendre ne jamais s'être prêtée à ce jeu ?

Pourtant, la conjonction, dans l'A.T.D., du système d'association privée à participation large et variée et du recours à un volontariat permanent qui en est l'épine dorsale, est d'une efficacité singulière en matière d'exclusion sociale, c'est-à-dire lorsqu'il s'agit de groupes ne participant pas aux structures, aux intérêts, à la vie de la société dans son ensemble.

Par rapport à l'Etat et à ses services sociaux, pareil mouvement dispose de divers atouts. En premier lieu, la liberté. Certes, par tempérament, j'incline, comme beaucoup, à une indépendance foncière vis-à-vis de ce qui est, dans l'administration d'un pays par trop codifié, préétabli, systématisé, immuable. Peu importeraient néanmoins, ces préférences personnelles, si cette méfiance à l'égard de toute emprise restrictive n'était pas celle d'un peuple entier, celui du quart monde, qui est mon peuple, puisque je suis issu d'une famille sous-prolétarienne, dans une petite ville de province. Physiquement, tout d'abord, le quart monde vit refoulé de force en marge des structures sociales établies, incrusté dans des taudis, des cités sous-prolétariennes, des zones grises, hors les murs de la civilisation. Et les administrations de l'Etat — l'école, l'assistance sociale, la police — sont pour lui l'incarnation d'une société qui à la fois l'emprisonne

et le rejette, qui nie son existence en tant que quart monde, qui lui refuse les raisons d'espérer car elle le juge et l'exclut.

Lorsque je décris la condition sous-prolétarienne aux auditoires les plus divers et souvent les mieux intentionnés, on m'offre régulièrement les mécanismes de l'Etat-providence et des services sociaux auxquels incomberait la responsabilité de faire cesser ce scandale. En oubliant une chose : pour bénéficier de l'entraide publique, il faut savoir et pouvoir y prétendre, être en situation d'y faire appel sans perdre son autonomie. Bien souvent, les sous-prolétaires ignorent l'existence des administrations à la porte desquelles ils sont censés devoir frapper ; quand ce n'est pas le cas, ils sont fréquemment refoulés parce qu'incapables de faire valoir leurs droits, de produire les papiers nécessaires, de se comporter comme la société prétend les y contraindre. « Lorsqu'on vient demander de l'argent, on ne se présente pas de cette façon ! », s'entendent-ils répliquer. A supposer qu'ils franchissent cet obstacle, qu'ils obtiennent par exemple un logement dans un H.L.M., ils se voient imposer des obligations hors de leur portée : comment paieraient-ils un loyer, même « social » — sans parler des charges, non plafonnées et parfois plus élevées que le loyer proprement dit — alors qu'ils n'ont déjà pas d'argent pour manger chaque jour à leur faim ? Ils finissent par en être chassés et par retomber plus bas encore qu'ils n'étaient auparavant.

Quant aux services de l'aide sociale destinés spécialement aux plus pauvres, ils interviennent trop souvent dans la vie des familles du quart monde de façon autrement plus autoritaire et condescendante que les « dames d'œuvres » les plus paternalistes du temps jadis. Tout est contrôlé, depuis la tenue vestimentaire des enfants jusqu'à la moralité des époux. Toute démarche, toute visite est l'occasion d'humiliations répétées. Pour les sous-prolétaires, l'aide sociale est l'incarnation d'une société qui les enfonce plus profondément dans leur condition par le simple regard qu'elle jette sur eux, de l'extérieur.

Cette raideur et cette rigueur des administrations tiennent certainement moins aux fonctionnaires eux-mêmes qu'à une règle fondamentale imposée aux services de l'Etat : ils doivent des comptes au pays. Si l'échec de la Villette avait été le fait d'une entreprise privée, la réaction générale aurait été de dire : « tant pis pour elle. C'est seulement son argent, ou celui de ses actionnaires, qui est en cause ». En revanche, une administration ne peut se permettre — en principe — de se lancer dans des opérations aventureuses, échappant aux normes éprouvées et risquant de se terminer par un fiasco, au grand scandale du citoyen contribuable. Or, dans une société de plus en plus organisée, persistent et se développent des situations hors mesure, incongrues, incompréhensibles et n'entrant pas dans ses systèmes. Elles sont le lot des exclus, du quart monde. Elles appellent

le corps à corps avec d'autres personnes, libres de cœur et de mouvement, capables de pouvoir écouter et, surtout, innover. La machine administrative est faite pour « la moyenne », pour le plus grand nombre ; elle ne peut appréhender la condition des minorités les plus défavorisées. Lors des débuts du mouvement « A.T.D. Science et Service », au « Camp des sans-logis » à Noisy-le-Grand, un notaire honoraire qui travaillait avec nous avait coutume de répéter : « Ce que nous entreprenons chaque jour se situe constamment en tangente de la loi, au point qu'il est impossible de savoir si nous ne la transgressons pas ».

La situation marginale du quart monde appelle-t-elle donc une action en marge des normes sociales et des règlements administratifs ? Nous dirons plus volontiers que cette situation extrême incite à rénover, à élargir nos normes et nos règlements. Aussi la liberté dont jouit une association non gouvernementale comme la nôtre correspond-elle à la fois à l'état d'esprit de la population à laquelle elle s'adresse et aux nécessités d'une activité novatrice efficace.

Par rapport aux organismes publics, elle lui confère, en ce sens, un second atout : celui de la souplesse, de la créativité, de la possibilité de faire œuvre d'imagination. Car la liberté que nous avons et dont nous réclamons le maintien nous permet de tenter des expériences audacieuses, en fonction des progrès que nous faisons dans la connaissance du quart monde et de ses besoins. Lors des débuts du mouvement, voici près de vingt ans, à Noisy-le-Grand, nous avons commencé par créer une bibliothèque pour les enfants. Cela pouvait paraître un luxe inimaginable dans une cité où les familles habitaient des abris indescritibles érigés sur la terre battue, sans eau ni électricité et où beaucoup ne savaient pas comment elles pourraient se nourrir le lendemain. Peut-on parler du savoir, à des familles obsédées par le problème de la vie quotidienne ?

On le peut, on le doit, dans la mesure où le cercle vicieux de la misère se boucle dans l'analphabétisme, dans l'ignorance, dans l'incapacité à s'exprimer et à s'engager dans des échanges normaux avec les autres êtres, dans l'impossibilité, pour les enfants, à tirer profit d'un enseignement conçu pour un milieu et en fonction de conditions d'existence qui ne sont pas les leurs. Comment fixer une attention lorsque la peur vous tenaille ? Comment apprendre et retenir alors qu'on est constamment écorché par les déchirements de la vie familiale ? Et il le faut pourtant, à tout prix. Si les enfants n'y arrivent pas et échouent à l'école, les jeunes sous-prolétaires sont ensuite exclus de l'apprentissage professionnel et relégués dans des emplois de manœuvres, sous-payés et épisodiques, à supposer qu'ils aient la chance et la force d'en trouver. Les voilà alors confirmés à leur tour travailleurs sous-prolétaires.

Tout cela, nous l'avons découvert peu à peu, à partir de cette première intuition concrétisée par la création d'une bibliothèque destinée aux enfants. Pendant longtemps, nous avons pourtant pensé aussi à l'A.T.D., que l'habitat était peut-être, malgré tout, le problème fondamental du quart monde. Puis le travail nous est apparu comme décisif, puisque de lui dépend le statut social d'un être humain. Aujourd'hui, nous savons que l'instruction, que la culture, sont au centre de la condition sous-prolétarienne : un peuple sans savoir est exclu du monde contemporain. Ainsi l'accent de notre lutte s'est-il confirmé.

Non pas, certes, que nous perdions de vue la nécessité absolue de faire reconnaître le droit du quart monde au logement, à l'environnement social, au travail, au revenu familial garanti. Mais nous tentons de mener ce combat avec le quart-monde et de telle façon qu'il puisse sans cesse élargir ses horizons et ses connaissances. Toutes nos réalisations vont en ce sens : cités de promotion, pré-écoles, pivots culturels, actions pour les jeunes, projets de développement communautaire... Il s'agit là, il est vrai, de projets pilotes à petite échelle, mais ils sont susceptibles, après avoir fait leurs preuves, d'être démultipliés à l'échelon national. Sur ce plan, nous ne reculons pas devant les exigences de la programmation, de l'évaluation rigoureuse des résultats, de toute une auto-discipline qui refuse l'empirisme pur, dont il n'y a aucune leçon à tirer. Mais même cette démarche de la rigueur au sein d'une action humaine, créatrice et souple, capable de s'adapter sans cesse à l'évolution des hommes, est une innovation propre à l'initiative libre des citoyens que nous sommes.

L'administration, en revanche, a du mal à expérimenter ainsi et, lorsqu'elle innove, c'est déjà à un niveau relativement important, ce qui l'oblige à minimiser les risques. Elle doit alors brider la créativité, limiter son corps à corps avec les problèmes et les êtres. L'école privée — et non le lycée — n'a-t-elle pas été le laboratoire de la plupart des innovations pédagogiques contemporaines ?

POURQUOI UN VOLONTARIAT MILITANT ?

Le corps à corps que je viens d'évoquer est incarné par le volontariat, troisième atout d'une organisation comme « A.T.D. Science et Service ». Il serait faux de prétendre que des volontaires sont forcément plus dévoués que des professionnels rétribués : enseignants et assistantes sociales, par exemple, se consacrent souvent de façon admirable à ceux dont ils ont la charge et peuvent nous en remontrer sur ce point. C'est à un autre niveau que celui du dévouement que se situent, fondamentalement, la signification et l'objectif du volontariat Science et Service. Face aux familles du quart-monde reléguées dans une condition aberrante par rapport aux « normes » de notre temps, les services sociaux établis se tiennent sur la réserve et se défendent d'entrer dans la vie des sous-

prolétaires de peur de perdre leur identité. Peur justifiée, d'ailleurs, puisque la remise en cause serait certaine. Comment s'étonner qu'ils refusent ce risque alors qu'ils sont l'émanation d'une société orientée vers la sécurité ?

Notre principale raison d'être en tant que volontariat est, au contraire, de nous fondre dans ce peuple. Plus nous nous identifions à lui, plus nous sommes au cœur de notre vocation. Cela ne signifie pas pour autant que nous idéalisons les sous-prolétaires, que nous les considérons comme de « bons sauvages ». Si nous nous engageons à fond à leurs côtés, c'est parce que l'expérience nous a appris combien les demi-engagements, les demi-mesures demeurent dérisoires face au défi de la condition sous-prolétarienne. Celle-ci ne peut cesser que si on y met le prix total.

Tout d'abord on ne peut entrer en relations avec ce peuple, privé des moyens d'expression du monde qui l'environne, que si l'on partage son existence le plus étroitement possible. Seule l'expérience de vie commune peut créer le langage commun indispensable pour s'engager dans de grands projets ensemble. Elle est aussi le seul moyen pour connaître véritablement le quart-monde, pour fonder et développer cette « science de la pauvreté » que nous estimons une des armes principales du combat. Celui-ci exige que l'on connaisse la condition sous-prolétarienne de l'intérieur alors qu'elle est généralement soumise à des interprétations et des jugements erronés, émis par des gens qui ignorent la réalité vécue. Enfin, c'est avec ce peuple et en son sein que nous cherchons les moyens de cette lutte contre l'exclusion, qui est d'abord la sienne. Dès maintenant, certains militants d'A.T.D. sont des hommes du quart-monde, notre but étant, à l'évidence, que celui-ci surmonte sa passivité engendrée par la misère, qu'il prenne en main lui-même sa libération. C'est notre manière de tendre à une autogestion sociale.

Vis-à-vis du monde extérieur, il est également important que nous soyons absolus dans notre démarche et que nous refusions toute échappatoire. La crédibilité d'A.T.D. est liée au fait que ses membres partagent solidairement l'existence des sous-prolétaires. De plus, cette solidarité est un instrument efficace de l'action militante car, en rejoignant cette population exclue, les volontaires Science et Service attirent sur elle le regard et témoignent de façon non équivoque que sa situation est inadmissible. Enfin, ce geste s'inscrit si radicalement à contre-courant des choix de la société environnante qu'il est une provocation à la remise en cause de ces choix : il souligne que la condition sous-prolétarienne n'est pas seulement grave en soi, mais qu'elle est également révélatrice des échecs, des tares, de toutes les déficiences de la société qui l'a engendrée.

C'est pour toutes ces raisons que nous avons décidé de vivre avec ce peuple, tel qu'il est, sans

chercher à proclamer l'un ou l'autre message politique ou religieux particulier que, selon leur inclination, certains d'entre nous, pourraient lui apporter. Nous sommes comme le feu sous la braise, attentifs, à l'écoute, mais sans forcer les sous-prolétaires, sans les pousser immédiatement à être autres qu'ils ne sont. Au contraire, notre présence leur dit d'abord non pas ce qui leur manque mais la dignité, l'honorabilité de ce qu'ils ont pu sauvegardé, malgré les humiliations, les privations et le rejet infligés. De là seulement peut partir la montée. C'est une population lente, végétative, peu réfléchie, dénuée de pouvoir sur les choses et sur les événements. Comme elle, nous devons accepter de vivre parfois longtemps au ralenti, sans la soupape de sûreté qu'est la proclamation d'une foi ou d'une idéologie généralement reconnue. Puisque notre seule idéologie est celle des privilèges à reconnaître à ceux qui en sont considérés les moins dignes ; celle de les élever en principaux témoins de ce que doit être la société demain.

Nous nous distinguons ainsi de mouvements aussi différents que le « Secours catholique » et le « Secours rouge », car nous agissons en fonction d'une responsabilité que nous prenons vis-à-vis de la collectivité et de l'Etat. Par rapport à eux, notre système de volontariat suscite l'étonnement. D'un mot, je voudrais expliciter nos différences, car la question nous est posée presque journalièrement.

Vis-à-vis du « Secours catholique » et de mouvements similaires, souvent d'inspiration religieuse, nous ne rejetons nullement la valeur fondamentale de l'entraide : ce sont les « œuvres » qui, dans une large mesure, ont permis aux plus pauvres de survivre, de garder leur dignité, et ceux qui les raillent sont le plus souvent des gens enfermés dans leurs préjugés et leur méconnaissance de la misère. Mais notre vocation n'est pas, en premier lieu, de faire survivre. Nous nous sommes fixé pour but de contribuer à faire disparaître totalement la condition sous-prolétarienne, en transformant radicalement notre propre vie, nos mentalités et structures. De plus, nous n'abordons pas les plus défavorisés en tant qu'individus ou familles, les mêmes partout ; nous tentons de tenir compte, donc d'étudier sérieusement, à chaque fois, le contexte social, le secteur sous-prolétaire auxquels ils appartiennent. Notre action dans tel arrondissement de Paris, diffère de celle entreprise dans tel autre où les conditions du paupérisme ne sont pas les mêmes. Mais nous n'en restons pas à cette juste « personnalisation » de toute action, puisque son originalité consiste aussi en ce rappel constant que malgré les différences, les sous-prolétaires forment un peuple et que c'est là leur honneur et leur force.

Quant aux militants du « Secours rouge », ils considèrent qu'abattre le système capitaliste et les privilèges de la bourgeoisie permettrait de faire disparaître la misère. C'est compter sans la mentalité

des hommes qu'ils soient riches ou pauvres. C'est faire fi d'une action civilisatrice beaucoup plus ardue et à long terme. Si, nous aussi, nous visons une transformation radicale, nous sommes convaincus cependant qu'une révolution au sens traditionnel n'y suffira pas. Le sous-prolétariat et l'exclusion sont des phénomènes qui existent dans toutes les sociétés que nous connaissons, à l'Est comme à l'Ouest.

Mais le plus important n'est pas là. Le « Secours catholique » et le « Secours rouge », aussi différents qu'ils paraissent, se ressemblent sur un point : ils ne s'engagent pas réellement dans les problèmes concrets du peuple sous-prolétaire ni ne le choisissent pour partenaire. Le premier pense que de petits moyens peuvent suffire pour remédier à ce qu'on croit être des accidents de parcours, mais qui sont, à notre avis, les grands échecs de notre société. Le second estime que l'on peut faire l'impasse sur la vie quotidienne des hommes, voire sur les hommes eux-mêmes, pour remédier à ces échecs par une prise du pouvoir, le peuple sous-prolétaire tenant lieu d'otage ou d'alibi non pas d'allié indispensable. Dans un cas comme dans l'autre, il y a abus de confiance, non pas subjectif, mais objectif. Nous voulons éviter ce double écueil par un engagement aussi profond que possible aux côtés du quart-monde. On ne vient au bout de la misère ni par des actions sporadiques, en s'y consacrant à mi-temps, ni par des solutions globales, faisant fi de la collaboration de ceux qui seuls connaissent les réalités concrètes du paupérisme.

LES PIEGES DE L'AMATEURISME ET DU REPLI SUR SOI-MEME.

Le cadre d'une organisation non gouvernementale et le système du volontariat, dont j'ai essayé de montrer les avantages par rapport aux services sociaux officiels, présentent cependant des risques dont nous avons pris peu à peu conscience, à mesure que s'est approfondie l'expérience d'« Aide à toute détresse ».

En premier lieu, une organisation libre est toujours tentée de se replier sur elle-même, de faire du problème auquel elle s'attaque son propre problème, à la mesure de ses modestes moyens. Elle risque alors de lui apporter des solutions étiquées, marquées de son sigle, hors d'état de résoudre les immenses difficultés que soulève un problème comme celui de l'exclusion sociale. Parce qu'elle est autonome — ce qui fait sa force — une association privée court toujours le danger de rester partielle et de devenir partielle. Elle ne peut y échapper qu'en débouchant sur un projet de civilisation et de société et qu'en passant le relais, au moment voulu et tout en restant vigilante, aux organismes publics. Cette collaboration critique n'est possible que si l'association est très précise sur ses propres buts, si elle a mis au point une certaine grille d'analyse de sa propre action, permettant l'évaluation rigoureuse de ses résultats.

C'est la condition sine qua non d'une communication critique constructive, avec ses partenaires officiels agissant souvent en fonction d'une hiérarchie des besoins différente de la sienne.

Quant aux militants d'un mouvement comme « A.T.D. Science et Service », ils doivent rester constamment lucides et exigeants vis-à-vis de leur engagement comme vis-à-vis de la qualité et l'efficacité de leur action. Ceci afin de ne pas tomber dans le piège de l'amateurisme. Non seulement ils n'ont pas l'exclusivité du dévouement, comme je l'ai souligné plus haut. Mais, de plus, on trouve aisément, chez les fonctionnaires plus grande rigueur et honnêteté professionnelle que chez des volontaires qui n'auraient pour boussole et pour juge que leur propre conscience.

Les dangers du repli sur soi et de l'amateurisme doivent être combattus à un double niveau : d'une part, celui des volontaires ; d'autre part, celui de l'association plus large dont ils forment le noyau, les remèdes se recoupant ou étant complémentaires.

En ce qui concerne les volontaires, il faut être franc : nombre d'entre eux sont tentés de profiter d'une autonomie qui engendre aisément le manque de rigueur ou d'assiduité. Les sous-prolétaires, loin d'être naïfs, ne s'y trompent pas. Leur bon sens leur souffle que ce partage de vie, de la part de gens si différents d'eux-mêmes, a toutes les chances de ne pas durer. Ils ont été si souvent échaudés qu'ils ne croient pas à un long effort ; de plus, l'entreprise que nous tentons se situe tellement hors du commun qu'elle leur paraît presque « douteuse ». A Noisy-le-Grand, lorsqu'arrivait un nouveau bénévole, la première question que lui posaient les enfants de la cité était : « Quand t'en vas-tu ? ». D'instinct ou par expérience, le peuple du quart-monde sait que certains hommes ont besoin de se faire pardonner leurs péchés et ceux de la société en manifestant une bonté limitée dans le temps ou restreinte par les moyens qu'ils mettent en œuvre. Cette fugacité et cette parcimonie sont d'autant plus graves, lorsqu'elles concernent les sous-prolétaires, qu'elles aboutissent à fournir aux plus défavorisés un service social au rabais alors que la profondeur de leur dénuement exige une action plus intense que partout ailleurs.

Comment éviter cet écueil ? Avant tout, le militant doit constamment situer son propre engagement dans un projet et une solidarité qui dépassent largement ce qu'il entreprend lui-même. Cela ne concerne pas seulement les volontaires à plein temps. Il existe aussi, dans notre mouvement, des alliés qui ne consacrent à l'A.T.D. que quelques heures par semaine ou par mois. Mais cette intervention, apparemment modeste, a le mérite d'avoir une valeur sûre ; ces alliés savent qu'elle fait partie d'un grand projet, qu'elle s'inscrit dans le programme d'un volontariat permanent. L'importance de leur geste personnel s'en trouve multipliée. Aussi, si d'aventure ils ne peuvent se

rendre disponibles, ils préviennent à temps et effectuent leur travail à un autre moment. Le danger est diminué de devenir de ces bénévoles prenant des engagements individuels qui s'effilochent peu à peu, parce qu'ils ne peuvent pas jouer un rôle fondamental dans leur existence, parce qu'on y souscrit par convention sociale ou comme palliatif à des préoccupations personnelles, non pas pour participer à un projet de civilisation collectif. Par expérience, je ne crois au bénévolat que s'il est lié à un militantisme partagé, où chacun se sait à la fois dépendant et garant de l'engagement des autres.

Lorsque j'étais diacre, j'ai travaillé pendant plusieurs mois dans une usine de la société Valentine. Un de mes compagnons de travail était un manœuvre, occupé à coller des étiquettes sur des bidons de peinture. Au bout de quelques semaines il est venu vers moi. « J'ai appris que tu veux devenir curé, m'a-t-il dit. Moi aussi, j'ai un projet dans la vie. Regarde... ». Et il a sorti de sa poche un paquet de bulletins de la C.F.T.C. qu'il distribuait autour de lui à toute occasion propice. Son existence entière, qui paraissait si effacée à première vue, en prenait un sens considérable, car son action personnelle limitée l'insérait dans une cause immense. Il en va de même, me semble-t-il, pour les militants d'A.T.D. engagés dans la lutte contre la pauvreté. La grandeur de la cause, la solidarité avec un mouvement exclut la tiédeur, les demi-mesures, le doute sur la contribution personnelle, si modeste soit-elle.

Le volontariat Science et Service doit évidemment tirer de tout cela les conséquences et s'imposer des contraintes à la hauteur de sa tâche de noyau dur permanent. En matière d'assiduité, tout d'abord, et en mettant un accent tout particulier sur sa propre formation et celle de tous les militants. Lorsque des jeunes viennent nous proposer de travailler avec nous, je leur demande de terminer leurs études, d'acquérir une compétence, que ce soit en apprenant à taper à la machine, à devenir aide-ménagère, éducateur ou sociologue. Pour transformer la jeunesse des plus pauvres, et, par delà, la société, même si l'on y consacre quelques heures par semaine ou par mois, il ne suffit pas de faire preuve de bonne volonté. De même, à tous les volontaires qui, pour une durée plus ou moins longue, s'engagent à plein temps dans notre mouvement, celui-ci impose une période de préparation. Non pour les mettre à l'épreuve, mais parce qu'il faut en réalité beaucoup plus de compétence et de rigueur pour mener à bien une initiative considérée comme privée, expérimentale, hors du commun, que pour agir en fonctionnaire, dans un cadre officiel et éprouvé.

LES MOYENS DE L'AUTO-CONTROLE.

Ainsi notre mouvement s'efforce-t-il de vivre sous le signe de la rigueur, non seulement morale, mais professionnelle et scientifique comme en témoigne son

intitulé « Science et Service ». C'est pour cette raison, et afin également de développer notre connaissance de la pauvreté, que nous demandons à tous nos permanents et alliés un rapport d'observation quotidien. Rapport qui oblige, en fin de journée, de remémorer et mettre en ordre dans son esprit tout ce que la population nous a communiqué, en gestes, en paroles, en comportements, afin de connaître, de comprendre toujours mieux. Le plus difficile a d'ailleurs été de convaincre les familles du quartier-monde que cette démarche n'a pas pour but de les juger, mais de les mieux servir, en évaluant leur situation et leurs réactions à nos actions, de façon à mesurer à quel point nous favorisons leurs propres aspirations, le militantisme.

Parallèlement, a été créée la discipline, pour chaque équipe implantée en zone sous-prolétarienne, de programmer raisonnablement son action avec les responsables de la pédagogie et des modes d'action du mouvement. Cette programmation permanente permet aussi l'évaluation constante des résultats, mesurés en grande partie au travers des rapports d'observation. Ainsi a été élaboré, progressivement, ce système d'analyse, de contrôle et d'auto-critique dont les organisations non gouvernementales ont tant besoin et sont si souvent dépourvues.

Il y a pour tout cela une raison particulière, primordiale à nos yeux et dont il nous faut maintenant parler. L'histoire nous montre que tous les efforts faits pour les plus pauvres ont été, peu à peu, détournés de leur but, finissant par profiter en premier lieu aux milieux non-pauvres ou même aisés : qu'il s'agisse des services sociaux, des crèches, des écoles, créés par et pour le peuple, tout a été récupéré. D'où une exclusion et une marginalisation sans cesse renaissantes. Aucun organisme, si généreux soit-il dans ses intentions premières, ne paraît à l'abri de ce danger.

Demeurer fidèlement au niveau des plus lous signifie demeurer vulnérable soi-même. Lâcher la population qui grâce à nos efforts a repris quelques forces, pour retourner à la recherche de plus abandonnés qu'eux, demande une souplesse d'esprit, une disponibilité peu communes. Ne pas s'adresser avant tout aux plus forts dans un milieu pauvre, au risque d'oublier les plus faibles, refuser de payer tribut au désir d'une efficacité rapide, n'est-ce pas se mettre à contre-courant de la raison ?

Pour résister à la tentation « d'écramage » des milieux pauvres, qui laisse plus désespérés qu'avant les plus exclus, une organisation (publique ou privée) doit se doter d'une véritable armure d'auto-contrôle.

La programmation, l'observation et l'évaluation constantes nous préserveront aussi du gaspillage des énergies humaines comme des moyens matériels. Gaspillage qui, à la limite, devient scandaleux, lorsqu'il s'agit d'une population totalement démunie

qui, elle, ne peut pas nous contrôler. L'éthique même de toute action auprès du quart-monde exige que nous sachions gérer en bon pères de famille, rendre compte rigoureusement, non seulement au peuple sous-prolétarien d'ailleurs, mais à tous ceux qui nous procurent des moyens d'agir.

Les moyens du contrôle assurent enfin l'avenir. Celui des actions-pilotes entreprises de façon à être « lisibles », intelligibles pour la nation, qui peut, dès lors, être incitée à en appliquer les leçons à grande échelle. Mais aussi, l'avenir du mouvement et de son volontariat seront moins précaires, puisque nous aurons commencé à écrire l'histoire, à fonder les traditions qui doivent durer, à écrire l'expérience, évitant aux générations futures d'avoir à redécouvrir en solitaires, à tout bâtir les mains vides, à réinventer éternellement le combat.

Ce combat sera toujours nouveau, dans un monde qui ne cesse d'évoluer. Mais les données de base du paupérisme, de l'exclusion des plus faibles, les principes de fond de l'action à mener demeurent les mêmes à travers l'histoire de l'humanité. Commencer à bâtir une véritable paupérologie, rendre compte, au jour le jour, de l'expérience d'un mouvement comme le nôtre, expliquer les échecs, les défaillances, peut-être aussi quelques progrès, c'est fonder une organisation dans la durée.

C'est en tout cas ce que semblent nous dire les jeunes qui viennent nous rejoindre. Sans renoncer aux traits originaux de leur génération, ils reconnaissent pourtant comme leaders ceux qui, parmi leurs aînés, connaissent le mieux l'expérience du Mouvement et son histoire vécue avec le quart-monde, ceux qui par là même sont les mieux placés pour décoder en termes d'action les signaux émis par un peuple sans parole.

LA COLLABORATION AVEC LES INSTANCES PUBLIQUES :

Un projet de société.

Reste à clarifier quelles peuvent être les relations à long terme, entre les organisations libres des citoyens et les pouvoirs et administrations publiques qu'eux-mêmes ont mis en place. Nous ne pouvons les envisager que de façon dynamique, les deux types d'institutions se complétant mais aussi, à l'occasion, s'affrontant, se critiquant mutuellement.

Le paupérisme a été trop longtemps méconnu, voire ignoré par toutes les organisations publiques et privées de toutes sortes et de toutes idéologies, pour que les unes ou les autres puissent prétendre, à elles seules, posséder une quelconque vérité. Toutes les institutions, gouvernementales ou non, ont besoin de la collaboration, mais aussi des remises en cause et des corrections que peuvent apporter les autres.

Accorder un rôle privilégié aux associations privées n'est pas une concession à faire à des citoyens qui ressentiraient le besoin de se dépenser. C'est tenir compte de la fragilité de toutes les entreprises

publiques de promouvoir la participation et les chances réelles égales de tous, surtout des plus défavorisés. Sans la vigilance des citoyens, sans leurs initiatives correctives et novatrices, aucune structure, aucun régime ne peut demeurer juste, se défendre longtemps contre l'accaparement de la part des plus forts. Toutes les sociétés du monde contemporain sont logées à la même enseigne à cet égard. Les associations libres seront toujours celles qui révéleront l'injustice, les souffrances des hommes, le lieu par excellence où leurs concitoyens s'exerceront à les effacer. Il leur faudra, pour cela, toujours le même courage : dans certaines sociétés antiques, on mettait à mort les messagers porteurs de mauvaises nouvelles. Sans aller jusque-là, les nations les plus évoluées ne font guère bon accueil à ceux qui leur rappellent leur plus grave oubli, celui du plus faible. Mais dans tous les régimes démocratiques, les autorités publiques, elles, doivent pouvoir reconnaître et mettre en valeur ce rôle de messenger, appuyer ceux qui acceptent d'être à contre-courant, de s'opposer à l'éternel dépouillement des pauvres par les nantis. Elles leur donneront le temps et les moyens de l'expérimentation.

Quant aux associations, chercher instamment la collaboration constructive des instances publiques ne signifie pas non plus ni concession ni connivence. Tout d'abord parce que cette collaboration passe à travers des hommes et que ce n'est pas parce qu'on est fonctionnaire qu'on ne peut être engagé à une cause qui remet en question l'institution à laquelle on appartient. Des fonctionnaires militants, notre Mouvement, pour sa part, en a rencontré à tous les échelons. Ils nous ont appris que la ligne de démarcation entre la justice et l'injustice ne se confond pas avec celle qui sépare les autorités au pouvoir et les initiatives privées des simples citoyens.

Mais aussi, cette collaboration est un devoir, si nous voulons honnêtement que les exclus deviennent les premiers servis, les privilégiés de la nation. C'est en passant le plus rapidement nos connaissances, en cédant le plus vite possible la place aux institutions qui desservent les autres citoyens, que nous aiderons à ramener au sein de la communauté un peuple refoulé hors nos murs. Cette collaboration qui porte sa part d'affrontement ne peut qu'aider les associations à épurer sans cesse leurs motivations, à ne pas tomber dans la facilité, ni s'engluer dans les routines. Elles ne sont pas plus à l'abri de la bureaucratie et de la sclérose que les administrations officielles. Elles aussi ont besoin d'être aidées par la critique autant que par l'appui matériel et moral.

C'est en nous dictant ces choses que le peuple du quart-monde nous apprend ce qui doit être la société demain. Cette société dont rêve tout honnête citoyen et à laquelle aspirent tant de jeunes : celle où l'amour des hommes s'allierait la rigueur scientifique, où l'action humanitaire chercherait l'appui de l'efficacité de l'ordinateur, où aucune structure officielle ne se prétendrait plus juste et égalitaire à tout jamais, et où le bien-être de chacun reposerait réellement sur la participation de tous.